

# INSTITUT EURO 92

## LES BLOCAGES DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN

---

---

par George AYITTEY  
Professeur à l'American University (Washington D.C.)

*Le sous-développement de l'Afrique n'est pas une fatalité, ni un phénomène imputable aux traditions de ses habitants. Les origines de la crise actuelle résident, au contraire, au niveau des abus de pouvoir et de l'interventionnisme exorbitant de l'Etat. Ainsi, l'Afrique est parfaitement capable de résoudre elle-même ses problèmes, à condition toutefois d'éliminer les obstacles institutionnels imposés par ses élites dirigeantes.*

## ***Introduction : l'Afrique pré-coloniale***

Discuter de la performance économique de l'Afrique depuis l'indépendance de ses pays suppose un rappel préalable de son passé pré-colonial. Dans le système politique africain traditionnel, le chef était soit élu, soit nommé par la Reine mère, appuyée par le Conseil des Anciens. Il n'y avait pas de chefs autoproclamés. Si le chef ne gouvernait pas en accord avec la volonté de son peuple, il était détrôné ou abandonné par ses sujets. Les gens "*votaient avec leurs pieds*" en changeant de lieu de résidence; l'histoire africaine est une épopée des migrations.

Le chef africain n'était pas despotique. S'il venait à adopter des habitudes de despote, la tribu Yoruba par exemple disposait d'une manière unique pour le renverser, connue sous le nom de "*kirikiri*". Une foule de paysans en colère venait encercler sa hutte pour la cribler de pierres et d'injures. Le chef avait ensuite 3 mois pour quitter le village, sous peine d'être saisi et éjecté par quelques hommes forts. Le chef des Yoruba, l'"*alaafin*" pouvait aussi être renversé en lui envoyant un panier symbolique rempli d'oeufs de perroquet, avec l'inscription: "*Les ancêtres te rejettent, le peuple te rejette et les dieux aussi.*" A la réception de ce panier, l'"*alaafin*" était censé se suicider. Les Gikuyu du Kenya, eux, se débarrassaient de leurs rois par une procédure appelée "*itwika*", ce qui signifie faire sécession. L'"*itwika*" constitue une technique révolutionnaire véritablement africaine ; les paysans l'ont conçue eux-mêmes.

Dans chaque village africain, les familles élargies élaient un chef de famille. Puis, les chefs de 10 familles élargies pouvaient former un Conseil des Anciens. Pratiquement chaque tribu africaine était dotée d'un tel Conseil, sans lequel le chef n'avait aucun pouvoir. De même, il ne pouvait faire aucune loi sans le soutien du Conseil. Même le roi puissant des Zoulous ne pouvait pas légiférer en l'absence de l'appui de l'"*ibandla*", le Conseil d'Etat. Le titre de membre du Conseil était héréditaire, ce qui signifiait que le chef ne pouvait pas limoger les conseillers au profit de ses propres amis. Ainsi, le Conseil était une institution politique **indépendante**.

Au gouvernement, le chef devait constamment chercher l'unanimité avec ses conseillers sur toutes les affaires importantes. Tout adulte avait le droit de participer lors des réunions du Conseil, appelées "*ndaba*" chez les Zoulous, ou "*kootlas*" chez les Botswana. Au Sénégal, même les esclaves, les "*djam*", pouvaient se faire représenter à la cour des rois. En Angola, le roi Alfonso autorisa aux marchands portugais d'envoyer leur représentant, Don Rodrigo, à sa cour.

Le processus traditionnel de prise de décisions en Afrique était connu pour ses débats prolongés. Si le chef et les anciens s'étaient accrochés sur un sujet donné, il fallait réunir tout le village pour lui soumettre directement le problème. Puis, le débat s'engageait jusqu'à l'obtention d'un **consensus**. Ces réunions "*référendaires*", le plus souvent constituées sous un grand arbre sur la place du marché, s'appellent selon les endroits "*pitso*" (chez les Xhosa) ou "*asetena keso*" (chez les Ashanti).

Le système politique africain indigène était un système ouvert. Personne n'était exclu du processus de prise de décisions, ni obligé d'appartenir à un parti politique ou à une famille pour y participer. De même, le rôle du chef n'était pas de proclamer un Etat à Parti unique, ni d'imposer une idéologie étrangère à son peuple.

Lorsque les colonisateurs sont arrivés en Afrique, ils n'ont trouvé aucune urne électorale, ni de bâtiment portant l'inscription "*Parlement*". Ils en ont conclu que le système politique autochtone était **anti-démocratique**, puisque le chef n'était pas élu par vote populaire. Certes, il n'y avait pas de suffrage ; mais cela ne signifiait pas que l'essence démocratique n'y était pas. Les Africains se rassemblaient sous un arbre, alors que les Européens se réunissaient dans un bâtiment qu'ils appelaient "*Parlement*". Où est la différence ? L'Afrique avait un régime démocratique fondé sur la participation populaire; l'Europe a introduit la démocratie représentative. L'Afrique était peut-être "*primitive et arriérée*" mais la tradition politique des Africains de se réunir sous un grand arbre pour discuter de leurs problèmes et dégager un consensus existait bien avant que les Européens mettent leurs pieds sur le continent. Il est vrai que les chefs qui s'opposaient le plus vigoureusement aux Européens ont été qualifiés de "*despotes terribles*" ; mais aux yeux de leur peuple, ces chefs étaient des héros, qui ont su résister à la domination européenne.

Dans la sphère économique, les individus étaient propriétaires des moyens de production et non les chefs ou les gouvernements tribaux. Le chef n'était même pas propriétaire des terres. La terre était au contraire la propriété des ancêtres, et le chef n'en était que le gardien. En revanche, ce qui poussait sur les terres appartenait aux paysans qui les exploitaient, et non à leur chef. Les fermiers étaient entièrement libres quant au choix de leur occupation et n'avaient aucun besoin de demander une autorisation au chef avant de s'engager dans une activité commerciale.

Ainsi, l'Afrique pré-coloniale était caractérisée par une grande liberté de mouvement des personnes et des marchandises. Un réseau très dense de routes commerciales traversait le continent (exemple de la route transsaharienne), au long desquelles les habitants se déplaçaient librement pour échanger leurs biens. Les traditions commerciales en Afrique remontent très loin. Depuis le début, les Africains sont connus pour parcourir de longues distances pour acheter des biens d'"étrangers" à des prix plus faibles, pour ensuite les revendre à profit. Une bonne partie de ces activités commerciales n'était soumise à aucune restriction légale ou administrative de la part des autorités. L'intervention par les gouvernants africains traditionnels dans le commerce, l'échange ou sur les marchés n'existait qu'à titre exceptionnel. Il n'y avait aucune loi africaine interdisant aux habitants de faire du commerce. Par nature et par tradition, **les Africains sont depuis toujours des entrepreneurs libres**. Les marchés se situaient au coeur des sociétés africaines traditionnelles, et les activités mercantiles étaient dominées par les femmes.

Lors de la colonisation du continent africain, les Européens ont tenté de détourner à leur profit les activités économiques indigènes. L'histoire coloniale africaine est remplie des succès et déboires de cette politique. Par exemple, en Côte de l'Or (aujourd'hui le Ghana), les entreprises d'exploitation minière ont essayé, en vain, de mettre fin aux opérations minières gérées par les Africains. Ainsi, jusqu'à la fin de la période coloniale, Africains et Européens ont travaillé côte à côte dans l'extraction de minéraux.

Cette période est aussi marquée par l'absence d'entreprises publiques ou de firmes gérées par l'autorité coloniale. Un petit nombre de grandes entreprises européennes ont dominé le marché, mais **aucune activité économique indigène** n'a été réservée exclusivement au gouvernement colonial, ni aux firmes européennes. Si le pouvoir colonial avait tenté d'imposer un tel ordre, il n'aurait pas non plus connu de succès. De plus, une telle répression aurait exigé d'énormes ressources à l'époque. L'Afrique n'avait pas alors l'infrastructure nécessaire en matière de communication et de transport pour permettre un contrôle efficace des populations indigènes et de leurs activités économiques. Les coûts de surveillance étaient l'une des raisons qui ont amené les Britanniques à choisir la méthode de "*gouvernement indirect*", c'est-à-dire le contrôle administratif via les chefs indigènes.

Le plus souvent, les Africains étaient libres dans leurs activités économiques, même si dans certaines colonies leur liberté de mouvement et de résidence était restreinte. Les indigènes pouvaient parfaitement monter de petites entreprises commerciales et concurrencer les firmes européennes ; ils l'ont fait, avec succès. C'est ainsi qu'il y avait pendant la période coloniale déjà une catégorie aisée de commerçants, de fermiers, de marchands de bois, d'entrepreneurs de transport, tous africains.

Les institutions indigènes n'ont pas disparu complètement pendant la période coloniale. Bon nombre d'entre elles ont survécu jusqu'à aujourd'hui :

*"Il y a soixante ans, Cotonou était une agglomération de villages, entourée de lagunes. Aujourd'hui, c'est la capitale économique du Bénin avec une population de 170 000 personnes. Le marché de Dantopka constitue le coeur de la ville. Animé dès le petit matin jusqu'à tard dans la soirée, une multitude de petits vendeurs y remplissent les rues. Les guérisseurs traditionnels partagent l'espace avec des ateliers de réparation de mobylettes, des couturiers, des meuniers et des ébenistes travaillant le bois de séquoia. Les marchands de piment, de poivre et de légumes aux odeurs piquantes occupent leurs stands, alors que des vendeurs ambulants proposent du poisson séché, des pommes frites et de la farine de maïs.*

*Près du vieux port se trouve le domaine des 'Mama Benz': des femmes d'affaires qui souvent se déplacent en Mercedes, d'où leur nom. Impressionnantes par leur corpulence et les habits qu'elles portent, leur succès commercial est fondé sur la vente de textiles colorés, pour la plupart importés des Pays-Bas." <sup>1)</sup>*

## **A - LE DESASTRE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE POST-COLONIALE**

Lorsque l'Afrique s'est libérée de la tutelle coloniale dans les années 1960, les Africains étaient euphoriques. "Libres enfin !", ils chantaient. Les colons "mécréants" avaient été chassés d'Afrique et le continent n'était plus soumis aux humiliations de la domination étrangère. Désormais, l'Afrique serait capable de diriger son destin à sa propre image, et non subjuguée par les colons "racistes". Aujourd'hui pourtant, l'optimisme et l'euphorie des années 1960 ont cédé la place à un sentiment profond de déception, de colère et de trahison.

L'indépendance n'a pas sonné l'heure de la liberté et de la prospérité, comme l'avaient proclamé les nationalistes africains. Les trois décennies d'indépendance et de "liberté" ont été accompagnées d'une croissance régulière de la famine et d'une dégradation systématique du niveau de vie à travers le continent. Ironie du sort : l'exploitation économique et l'oppression politique se sont même intensifiées ... sous la direction des mêmes élites nationalistes qui accusaient le pouvoir colonial d'avoir ruiné l'Afrique au profit des pays européens. Si la plupart des pays africains ont gagné leur indépendance, la liberté et le développement véritables n'ont pas été au rendez-vous. A quelques exceptions près, les nationalistes qui ont pris la relève étaient pires que les gouvernements coloniaux auxquels ils succédaient.

De 1965 à 1987, la croissance annuelle du PNB africain par tête n'a été en moyenne que de 1.1%.<sup>2)</sup> Le rendement agricole a été insignifiant, avec une croissance de la production inférieure à 1.5% depuis 1970. La production alimentaire n'a pas suivi la croissance démographique : la production alimentaire par tête a baissé de 7% dans les années 1960, de 15% dans les années 1970 et la détérioration s'est poursuivie au cours des années 1980. En 1987, par exemple, la chute a été de 4.9%.<sup>3)</sup>

En Afrique noire ou subsaharienne, la crise a été particulièrement aiguë. Comme le montrent les tableaux qui suivent, le revenu par tête en Afrique noire est progressivement tombé dans les années 1970 et 80.

Tableau 1 : PNB par tête en Afrique noire (taux moyen de croissance annuelle)

	1965-1973	1973-1980	1980-1987
Afrique noire	2,9	0,1	- 2,8
Moins le Nigéria	1,2	- 0,7	- 1,2
Exceptions :			
Botswana	9,3	7,3	8,0
Ile Maurice	0,8	3,9	4,4
Cameroun	- 0,4	5,7	4,5
Sénégal	- 0,8	0,5	0,1

Source : Banque mondiale, Novembre 1989.

Le déclin a été si grave qu'en 1990, l'Afrique noire avec sa population de 450 millions avait un PNB de 135 milliards de dollars, ce qui correspond à peu près à celui de la Belgique, avec 10 millions d'habitants seulement. L'évolution a été particulièrement désastreuse au Nigéria, pays qui n'a pas su transformer son boom pétrolier en une situation de prospérité économique durable.

*"Les prix pétroliers en forte hausse ont relancé les exportations : d'une valeur de 4 milliards de dollars en 1975, elles ont bondi jusqu'à 26 milliards en 1980, alors que le PNB par tête est monté de 360 à plus de 1 000 dollars. La hausse des dépenses publiques qui en résultait a réduit l'importance du secteur agricole pour mettre l'accent sur la production de services. Lorsque le prix du pétrole s'est effondré, les revenus d'exportation du Nigéria ont suivi. En 1986,*

ils étaient tombés à 6 milliards de dollars, alors que la dette du pays est montée de 5 milliards en 1980 à 25 milliards de dollars en 1986. Les importations se sont stabilisées à un niveau annuel moyen de 20 %, le taux de croissance est devenu fortement négatif et le PNB par tête est retombé à 370 dollars." <sup>4)</sup>

Si l'investissement étranger net dans toute l'Afrique a chuté, la diminution a été plus marquée en Afrique noire : de 1 222 millions de dollars en 1982 à 498 millions en 1987. Même les Français ne semblent pas se faire d'illusions : "L'investissement direct de la France en Afrique noire s'élevait à 1 milliard de dollars par an de 1981 à 1983 ; en 1988, ce chiffre s'est transformé en une sortie de capitaux de plus de 800 millions de dollars". <sup>5)</sup>

Le contexte global est encore plus inquiétant si l'on compare cette performance avec celle des autres régions du Tiers-Monde. Les indicateurs socio-économiques tels que la croissance économique, la santé, le degré d'alphabétisme, sont de loin les plus décourageants en Afrique noire. Regardons par exemple les taux de croissance du PNB par tête.

Croissance du PNB réel par tête - 1965-2000  
(taux moyen de croissance par an en pourcentage)

Catégorie	Population 1989 (millions)	1965-1973	1973-1980	1980-1989	Projection pour 1990
Pays industrialisés	773	3,7	2,3	2,3	1,8-2,5
Pays en voie de développement	4053	3,9	2,5	1,6	2,2-2,9
Afrique subsaharienne	480	2,1	0,4	- 1,2	0,3-0,5
Asie orientale	1552	5,3	4,9	6,2	4,2-5,3
Afrique du Sud	1131	1,2	1,7	3,0	2,1-2,6
Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord	433	5,8	1,9	0,4	1,4-1,8
Amérique Latine Caraïbes	421	3,8	2,5	- 0,4	1,3-2,0

Source : Banque mondiale, World Development Report, 1991; p.3.

A moins de prendre des mesures drastiques et de poursuivre plus vigoureusement les réformes, la situation économique d'Afrique noire ne va pas s'améliorer dans les années 1990 comme l'indique le tableau ci-dessus. Ceci dit, l'initiative de ces réformes doit venir de l'Afrique elle-même.

## **B - LES BLOCAGES DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN**

Les obstacles qui empêchent actuellement le développement en Afrique sont nombreux et d'origine à la fois extérieure et intérieure. Dans les années 1950 et 1960, l'attention se focalisait sur les blocages économiques. Le célèbre "*cercle vicieux de la pauvreté*" était le fondement théorique de l'analyse des obstacles économiques internes. L'Afrique était pauvre à cause d'un niveau d'investissement trop bas, du à une épargne insuffisante. Pour rompre ce cercle vicieux, il fallait donc relancer l'investissement. La littérature sur le développement à cette époque mettait en valeur l'aide internationale et l'investissement étranger pour suppléer à l'épargne et à l'investissement intérieurs insuffisants. D'autres cercles vicieux ont été identifiés. L'analphabétisme aggravait l'ignorance en matière de planning familial et de moyens de contraception. Les familles s'agrandissaient en conséquence. L'incapacité de nourrir les enfants conduisait à de sérieux problèmes de malnutrition et de santé. Ce qui a fait baisser la productivité au travail, et donc le niveau des revenus et de l'éducation. Et ainsi de suite.

Ces cercles vicieux ont été renforcés par des facteurs extérieurs : les "*blocages externes*". D'abord, les pays africains dépendent souvent d'un seul produit agricole d'exportation, comme le café, le cacao ou le caoutchouc, ce qui rend les économies extrêmement vulnérables aux fluctuations des cours du marché international. Ensuite, les conditions commerciales sont défavorables : les prix payés pour les exportations africaines, "truqués" par un système économique international injuste, sont depuis longtemps en baisse, alors que les prix des biens manufacturés montent en flèche. De plus, l'héritage des structures coloniales a continué d'entraver le développement pour laisser l'Afrique "*exploitée*" et sans ressources à consacrer à la construction de routes, écoles, hôpitaux et autres infrastructures.

Ces blocages économiques - internes et externes - se font encore sentir. Mais au cours des 30 dernières années, ils ont été surpassés par des obstacles **internes** de loin plus puissants et dévastateurs. En effet, au début des années 1990, ce sont l'Etat, les leaders, les militaires et les élites qui apparaissent comme les plus grands obstacles au développement en Afrique.

## ***1 - L'Etat prédateur***

Une fois l'indépendance acquise, l'Etat a immédiatement assumé le rôle de locomotive du développement économique. L'extension de l'interventionnisme étatique allait du superficiel (Botswana, Cameroun et Ile Maurice) au volontarisme intégral (Algérie, Angola, Bénin, Ethiopie, Mozambique et Zambie). La justification du dirigisme avait deux sources.

D'abord le support idéologique, qui était un produit des idées fausses qu'a générées la lutte de libération contre le colonialisme occidental. Le pouvoir colonial était qualifié de "mauvais" et d'"exploitateur". Cette révolte face au colonialisme s'est transformée en une aversion idéologique à l'égard du capitalisme : puisque les colons étaient des capitalistes, le capitalisme était également "mauvais" et "exploitateur". Ce genre de syllogisme a marqué les déclarations de leaders africains comme Kwame Nkrumah (Ghana), Modipo Keita (Mali), Julius Nyerere (Tanzanie), Kenneth Kaunda (Zambie) et Robert Mugabe (Zimbabwe).

D'après ces dirigeants, l'économie de marché, le libre-échange, l'entreprise privée et la démocratie parlementaire étaient autant d'institutions occidentales et capitalistes que l'Afrique devait rejeter. Par exemple, Kwame Nkrumah du Ghana a mis en garde contre le dogme insidieux des impérialistes en ces termes : "*On nous dit que la démocratie parlementaire occidentale est le seul système politique valable, et qu'elle constitue le seul modèle efficace pour la formation d'une élite indigène par le pouvoir colonial.*" <sup>6</sup> Ainsi la démocratie serait un "dogme impérialiste" ? Quoi qu'il en soit, Nkrumah et d'autres leaders africains ont choisi d'instaurer un système politique socialiste hautement centralisé et interventionniste pour encourager le développement.

Le second facteur était passager et relevait de la coïncidence. L'orthodoxie de l'époque dans le Tiers-Monde soulignait la nécessité du planisme et du contrôle étatique pour des raisons pragmatiques. Certes, on reconnaissait l'efficacité de l'économie de marché, mais puisque les marchés étaient soit non-existants, soit peu développés, ils ne pouvaient servir d'indicateur aux investisseurs. Même sur les marchés existants, les prix étaient souvent faussés par des rigidités structurelles et une offre inélastique, ce qui en faisaient des indicateurs peu fiables. Il n'y avait pas de marché financier structuré et les marchés de biens étaient une proie facile pour les intérêts commerciaux puissants. En conséquence, seul l'Etat, pensait-on, pouvait réunir les ressources nécessaires pour entreprendre des projets de développement à grande échelle. De même, seule l'intervention de l'Etat permettait d'éliminer les blocages structurels et les goulots dans l'infrastructure.

L'Etat s'est donc doté d'importants pouvoirs économiques qui, progressivement, se sont concentrés dans les mains d'un individu - le chef de l'Etat.

Aucun contre-pouvoir n'existait. Ainsi, les plans de développement aux échéances variables ont proliféré à travers l'Afrique au cours des années 1960. Pour être à la mode, un gouvernement africain devait pouvoir brandir un plan de développement; il devenait même économiquement suicidaire de n'en pas avoir. Détenir un plan de développement permettait aux Etats africains de montrer aux institutions internationales d'aide au développement leur besoin d'assistance et de manifester leur engagement dans la lutte contre la pauvreté.

Pour aider à atteindre les objectifs de ces plans, l'on a instauré une multitude de restrictions aux importations et aux exportations, ainsi que le contrôle des prix, des loyers, des taux d'intérêts et de la circulation de la monnaie, du crédit et des changes. Les restrictions imposées aux exportations et aux importations étaient jugées nécessaires pour conserver les devises à l'intérieur du pays. Les Etats ont mis sur pied des entreprises publiques, assorties de franchises, pour mettre le pays à l'abri de l'avarice des sociétés multinationales. L'Etat s'assurait d'un transfert important de revenus par le biais d'instruments de contrôle sur les prix, la monnaie et le crédit. Théoriquement, l'objectif était d'employer ces ressources de manière **efficace** et à des fins de développement. Malheureusement, ces attentes n'ont pas été réalisées, si bien que dès le milieu des années 1980, il est devenu clair que l'approche étatiste au développement avait fait naufrage. Même les organes internationaux pour le développement ont commencé à s'en rendre compte.

Le rapport de la Banque mondiale de 1989 a ouvert le débat en soulignant le besoin de créer un "*environnement qui rend capable*", alors que l'Agence américaine pour le développement, l'AID, a valorisé la "*bonne gestion*", la "*responsabilité*" et la "*transparence*" au niveau des affaires publiques. "*En définitive, une meilleure gestion suppose un renouveau politique*", comme l'a noté la Banque mondiale dans son rapport.<sup>7)</sup> Mais ce qui importe plus, c'est que les Africains eux-mêmes ont commencé à regarder l'Etat lui-même comme le problème central. Comme l'a remarqué le Nigérian Claude Ake en 1991 :

*"La plupart des régimes africains sont devenus si aliénés et tellement répressifs que leurs citoyens regardent l'Etat et ses agents de développement comme des ennemis qu'il faut fuir, frauder et, si possible, battre ; ils ne sont jamais considérés comme des alliés. Les leaders se sont tellement laissés absorber par la maîtrise des conflits que leur mauvaise gestion et leur répression entraînaient, qu'ils sont désormais incapables de s'intéresser à autre chose, y compris le développement."* <sup>8)</sup>

De même, Akin Mabongunje soutient qu' "*il est généralement admis que le mauvais début des pays africains était largement dû à un degré important d'intervention étatique et bureaucratique dans l'économie, conduisant à l'inefficacité, à la débauche et au manque de contrôle*". <sup>9)</sup>

Pour faire démarrer le développement, de nombreux Etats africains ne se sont pas contentés de nationaliser les entreprises européennes afin d'arrêter "*l'exploitation étrangère*" ; ils ont également exclu les Africains d'un grand nombre d'activités économiques. Un exemple : après l'indépendance du Ghana, les firmes européennes ont été reprises par l'Etat qui s'est arrogé un monopole sur l'exploitation minière ; les Africains n'étaient plus autorisés à exploiter l'or. En fait, "*Toute personne découverte en train de prospecter illégalement sera fusillé*", comme l'a annoncé à une réunion d'ouvriers un représentant du PNDC.<sup>10)</sup>

Dans un grand nombre de pays africains, les entrepreneurs privés ont été chassés de l'industrie et du commerce pour laisser leurs places à l'Etat, désormais l'unique acteur économique. Par exemple, à une certaine époque le directeur du Club du Sahel, Anne de Lattre, commençait chaque réunion en disant "*Au moins sur un point nous sommes tous d'accord : il faudrait fusiller les entrepreneurs privés.*"<sup>11)</sup>

Rappelons-nous que les Africains pratiquaient le libre-échange bien avant l'arrivée des colonialistes. Mais sous le programme absurde de "*Marxisme à l'africaine*" de Sekou Touré de Guinée :

*"Le commerce non autorisé devenait un crime. La police construisait des barrages à travers le pays pour contrôler le commerce intérieur. L'Etat s'est attribué un monopole sur le commerce extérieur et la contrebande était interdite sous peine de mort. Le trafic de devises était sanctionné d'une peine de 15 à 20 ans de prison. Un grand nombre de fermes ont été expropriées. Les prix alimentaires étaient fixés à un niveau bas. Les exploitants privés étaient obligés de livrer un quota de leur production aux 'autorités révolutionnaires locales'. La production industrielle a été monopolisée par les entreprises publiques."*<sup>12)</sup>

D'autres Etats africains ont aussi instauré le contrôle des prix et pris une série de mesures pour exploiter systématiquement les paysans. Les prix agricoles ont été fixés pour permettre aux élites urbaines (support essentiel du pouvoir d'Etat en Afrique) de se nourrir à bas prix. Les prix payés aux agriculteurs étaient dictés par le gouvernement et non déterminés par le jeu des forces du marché, en accord avec les traditions africaines. Jadis, le chef africain ne pouvait pas bloquer les prix ; le marchandage était de mise sur la place du marché villageois, et il l'est encore aujourd'hui.

Avec le régime oppressant du contrôle des prix imposé par les élites, les paysans africains ont été contraints de payer les impôts les plus confiscatoires du monde. En 1981, le gouvernement de Tanzanie ne payait aux producteurs de maïs que 20% du prix de marché pour leur produit. "*Des études de l'Organisation internationale du travail ont montré que le taux d'imposition du secteur agricole en*

*Sierre Leone se situe entre 30 et 60 % du revenu brut.*"<sup>13)</sup> En 1984, les producteurs de cacao au Ghana ont reçu moins de 10% du cours mondial pour leur récolte. En Ethiopie, en Tanzanie et dans un grand nombre d'autres pays, les agriculteurs ont été obligés de vendre leurs produits directement à l'Etat. Au Ghana en 1984, M. Kwame Forson, secrétaire départemental d'Agona Swedru a exhorté "*certaines soldats non identifiés qui vérifient les prix à Swedru, mais qui menacent et volent les entrepreneurs innocents, à ne plus agir ainsi*".<sup>14)</sup> Lorsqu'en 1984 des marchands en Zambie ont refusé de vendre leurs produits aux prix d'Etat, les autorités ont entrepris de vastes rafles sur les marchés. La police a arrêté des centaines de personnes, confisqué leur argent, renversé les stands et saisi les marchandises.

Les ressources qui ainsi ont été extorquées aux zones rurales par des manoeuvres législatives et administratives diverses, n'ont jamais été employées pour améliorer les conditions de vie des paysans. Ce sont au contraire les classes dirigeantes qui les ont détournées au profit des zones urbaines et pour construire des monuments à leur propre gloire. Dans son discours de Nouvel An de 1989, le président Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire a révélé qu' "*au cours des années, les paysans du pays ont dû verser 80% de leurs revenus à l'Etat pour lui permettre de financer le développement économique*".<sup>15)</sup> Alors que, à plus de 80% ce sont les élites à Abidjan qui ont bénéficié du développement de la Côte d'Ivoire, et non les paysans.

Certes, l'Etat a un rôle à jouer au niveau du développement ; sa fonction doit être d'encourager et de faciliter les activités productives. En revanche, il est difficile de connaître exactement l'extension appropriée de ses prérogatives. Il est cependant clair qu'en Afrique le pouvoir étatique a été corrompu par les classes dirigeantes. Ses démembrements sont devenus peu maniables, rigides, inefficaces, employant de plus en plus de gens qui s'enrichissent à titre personnel. La multitude d'instruments de contrôle introduits par l'Etat ont alimenté la corruption et permis l'apparition de nombreuses possibilités de "*captation de rentes*". Au Ghana, la pratique d'acheter des marchandises au prix d'Etat pour ensuite les revendre au marché noir et ainsi réaliser des profits énormes, est connue sous le nom de "*kalabule*". Ailleurs, les membres du gouvernement se font payer des dessous de table et extorquent des commissions sur les contrats commerciaux et industriels avec des sociétés étrangères.

Au début des années 1970, la crise économique est arrivée. Les élites au pouvoir ont demandé de plus en plus d'aide internationale pour remédier aux problèmes de l'Afrique. Et l'aide est arrivée en Afrique, envoyée par l'Occident - en partie pour soulager son sentiment de culpabilité collective par rapport aux injustices de l'esclavage et du colonialisme. Toutefois, une bonne partie de l'aide a été détournée par les "*bazongas*" (les pillards du trésor public) et n'est donc jamais arrivée jusqu'aux paysans. En 1986, le General Accounting Office américain a découvert que des fonds d'aide alimentaire pour une valeur de 16.5 millions de

dollars avaient été détournés par les autorités du Libéria. En septembre 1989, le gouvernement nigérien a été stupéfait d'apprendre que plus de 4 milliards de dollars de sa dette extérieure étaient à imputer au poste "fraudes et falsifications".<sup>16)</sup> Autrement dit, il n'existait aucun justificatif pour ce montant, ce qui incitait à croire à la présence d'une escroquerie. Même le quotidien parisien Le Monde s'est plaint en mars 1990 : "*Chaque franc que nous donnons à l'Afrique appauvrie retourne en France ou se retrouve en Suisse et même au Japon.*"<sup>17)</sup>

Le directeur de la Banque Commerciale de Bénin, déclarée en faillite, a fait le résumé suivant :

*"Le problème fondamental, à part l'incompétence, est celui de la corruption totale. Les personnes au sommet s'enrichissent grâce à leur influence politique. Cisse (conseiller du président Kerekou) surnommé 'le Marabout' a volé 5 milliards de francs CFA (environ 14 millions de dollars) de cette banque. Nous avons suivi les traces du butin jusqu'en Suisse, à Londres, à Monte Carlo ... Le président est le premier bandit, à côté de ses associés du politbureau. Ensuite viennent le procureur général et le ministre de la Justice: toute décision judiciaire est déterminée par de l'argent illicite. Je suis allé au palais présidentiel, accompagné d'un représentant de la Banque mondiale. On nous a demandé quand l'argent volé serait retourné. Il était assez difficile de répondre, 'Monsieur le Président, c'est vous qui avez l'argent' ..."*<sup>18)</sup>

Il est difficile d'obtenir des informations sur les activités illégales, à moins de disposer de la complicité d'un membre frustré du régime. Et même si l'on a cette chance, il est difficile de vérifier l'exactitude de ses informations. Néanmoins, de nombreux récits ont été publiés :<sup>19)</sup>

- "*En Algérie, l'ancien Premier ministre M. Brahimi a affirmé récemment que les dirigeants du Front de Libération National gouvernant le pays ont touché 26 milliards de dollars en paiements illicites et commissions sur des contrats étrangers. L'actuel Premier ministre, M. Hamrouche, a qualifié d' 'extrêmement exagérée' cette accusation, mais n'en a pas démenti la substance.*"<sup>20)</sup>

- Au Mali, l'ancien chef d'Etat, M. Traoré, a pillé son pays pour amasser une fortune personnelle de plus de 2 milliards de dollars, soit l'équivalent de la dette extérieure du pays. C'est ce qu'affirme le parlementaire suisse M. Jean Ziegler dans un article intitulé "*Le sang des pauvres*", publié en Janvier 1992 dans le quotidien français Libération.<sup>21)</sup>

- En Côte d'Ivoire, "*La Banque centrale estime qu'un montant d'environ 130 milliards de francs CFA quitte le pays illégalement chaque année.*"<sup>22)</sup>

- Au Togo, "Mba Kabassema, ministre du Commerce et des Transports du gouvernement Eyadema en 1977, a affirmé qu'Eyadema a pillé le pays aidé par un conseiller marocain, Maurice Assor ... Un autre représentant [à la conférence nationale] a allégué que la fortune personnelle d'Eyadema s'éleverait à 800 milliards de francs CFA (2.8 milliards de dollars), dont la plus grande part serait déposée sur des comptes bancaires étrangers. De même, le coût du projet de barrage de Nangbeto aurait été augmenté de 8 à 48 milliards de francs CFA, pour permettre un détournement d'une partie des fonds. Eyadema a dépensé 50 milliards de francs CFA pour la construction d'un château dans sa ville d'origine de Pya, au nord du Togo."  
23)

## **2 - Un leadership défectueux**

L'Afrique est la région du monde où le nombre de dictateurs par tête est le plus élevé. L'élément historique le plus attristant de ces 30 dernières années est le fait que, jusqu'en 1990, aucun pays africain indépendant n'avait renvoyé ses dirigeants par un vote démocratique. Depuis 1957, il y a eu plus de 160 chefs d'Etat africains, dont 6 seulement au cours de la période postcoloniale jusqu'en 1990 ont quitté le pouvoir de leur propre gré, à savoir: le Général Abasanko au Nigéria (au bout d'un an) ; El Hadj Ahmadou Ahidjo au Cameroun (au bout de 22 ans) ; Abdul al Dahab au Soudan (un an) ; Julius Nyerere en Tanzanie (après 23 ans) ; Léopold Senghor au Sénégal (20 ans) ; et Siaka Stevens en Sierra Leone (14 ans). Les autres ont vidé le trésor public et ruiné l'économie de leurs pays jusqu'à ce qu'ils soient renversés ou assassinés dans des coups d'Etat militaires.

Après l'indépendance, la société africaine a vu deux catégories sociales se constituer : les élites et les paysans. Bien que les paysans représentent plus de 90% de la population, ils n'exercent aucune influence au niveau politique. Il y a 52 pays en Afrique, y compris l'Afrique du Sud. Deux pays, le Maroc et le Swaziland, ont des régimes monarchiques. Parmi les autres, 11 pays seulement sont démocratiques et permettent aux habitants d'élire leurs dirigeants (Bénin, Botswana, Cap Vert, Congo, Egypte, Gambie, Ile Maurice, Namibie, Sao Tomé et Principe, Sénégal et Zambie). Parmi ces derniers, quatre pays (Cap Vert, Congo, Sao Tomé et Principe, et Zambie) sont récemment devenus membres du petit club des Etats démocratiques. Par ailleurs, il y a 24 dictatures militaires et le reste se compose de régimes prétendument démocratiques, où le chef d'Etat se fait en réalité réélire sous un régime de parti unique, recueillant à chaque fois 99,999 % des suffrages.

Sous prétexte que la démocratie était une notion étrangère à la civilisation africaine, de nombreux leaders de l'Afrique moderne ont imposé des régimes autocratiques, transformant leurs pays en sociétés à parti unique, gouvernées par des "présidents à vie". Les dictateurs militaires ont puisé dans les traditions guerrières des sociétés tribales à la recherche d'une justification historique de leur domination.

Pour la plupart, ces prétentions ont dévoilé une ignorance plutôt embarrassante quant à l'histoire précoloniale de l'Afrique.

Ellen Johnson-Sirleaf, ministre des Finances au Libéria de 1985 à 1986, a vigoureusement dénoncé ce type de discours :

*"On nous dit que la démocratie est un luxe que l'Afrique ne saurait se permettre; que le système multipartiste ne correspond pas à nos traditions ; que le processus électoral est incompatible avec notre héritage et que la participation représente une tentative d'exploiter les masses. Ces non-sens sont repris sous une forme ou une autre même par certains leaders africains éminents. Il s'agit en réalité de freiner le développement des institutions politiques, à seule fin de maintenir les dirigeants actuels au pouvoir. Cet héritage social a conduit à ce que l'alternance se fait uniquement par la force armée, et nous a laissé deux forces politiques, les militaires et les civils, ces derniers étant incapables d'assurer à eux seuls le pluralisme et la liberté d'expression. Si l'on ajoute à cela la force politique que constituent les militaires devenus civils, il est clair à quel point les Africains sont en retard dans ce domaine fondamental du **développement national**."* <sup>24)</sup>

Le leadership qui est arrivé au pouvoir au lendemain de l'indépendance avait une prédilection pour les brusques changements de position et les slogans éclatants, comme la "*révolution populaire*" et "*le pouvoir aux masses*". Mais les dirigeants n'ont jamais songé à donner au peuple le pouvoir de renvoyer un gouvernement incompetent qui n'a plus de soutien. "*Liberté pour les noirs en Afrique du Sud*", scandaient-ils à juste titre. Mais ils ont oublié d'y inclure les populations noires de leurs propres pays.

En bien des endroits d'Afrique, ce type de leadership est caractérisé par une obsession dogmatique du pouvoir politique, une compréhension dysfonctionnelle du processus de développement et une volonté de faire des déclarations tonitruantes. Trop de dirigeants africains n'ont pas de compréhension opérationnelle des rouages économiques. Nombreux sont ceux qui croient que l'on fait fonctionner l'économie par la menace, le décret, les ordres, les appels et les exhortations. En dépit de leur ignorance totale en économie, ils s'obstinent à vouloir tout contrôler. La déclaration suivante de Felix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire est caractéristique de cet esprit: "*Il n'y a pas de numéro deux, trois ou quatre ... En Côte d'Ivoire il n'y a que le numéro un : c'est moi, et je ne partage pas mon pouvoir de décision.*" <sup>25)</sup>

Trop de leaders africains de la période post-coloniale souffraient d'astigmatisme intellectuel et manifestaient un manque exceptionnel de pragmatisme. Ils parlaient volontiers de la nécessité de développer le commerce **extérieur**, jamais du commerce **intérieur** ; ils soulignaient les causes **externes** des crises

économiques, mais non les causes **internes** ; ils voulaient encourager l'investissement **étranger**, mais oubliaient l'investissement **national** ; ils rappelaient la spoliation et l'exploitation des colonisateurs, mais jamais l'existence de leurs comptes en Suisse.

Comme l'a fait remarquer David Lamb : <sup>26)</sup>

*"Même si le régime de Bokassa était aussi absurde que n'importe quel autre régime africain, il ne faut pas le regarder de façon isolée. Son absurdité était aussi la tragédie de l'Afrique entière, ce continent qui souffre tellement des effets d'un leadership erroné. Jamais l'Afrique n'a connu un plus grand besoin d'hommes raisonnés, dotés d'idées claires ; jamais la nomenclature du leadership n'a été aussi vide."*

Il est fondamental d'établir une nette distinction entre les Africains (les paysans) et leurs élites modernes. L'échec des leaders africains ne signifie nullement que les Africains ont échoué en tant que peuple. Le leadership moderne en Afrique, à quelques exceptions près, est une caricature grotesque de la tradition politique que l'Afrique a connue pendant des siècles de régime tribal et monarchique. Il est vrai que les membres de la Vieille Garde - des leaders nationalistes comme Nkrumah, Kaunda et Nyerere - se sont battus vaillamment pour l'indépendance de leurs pays au prix de grands sacrifices personnels, et que les Africains leur en ont été reconnaissants. Mais le fait d'avoir contribué à l'indépendance ne leur a pas donné un droit sacré de réprimer leurs peuples, ni de traiter les pays comme leur propriété privée. Pour bien gouverner un pays africain, il aurait fallu faire preuve de flexibilité, de tolérance face aux idées différentes et avoir assez de maturité intellectuelle pour écouter les critiques. Pour la plupart, les membres de la Vieille Garde ne possédaient pas ces qualités. Ils étaient au contraire rigides, intolérants et intransigeants. Nkrumah par exemple, a fait emprisonner ses critiques en vertu de la Loi de 1958 sur la détention préventive. De son côté, Nyerere a refusé pendant 24 ans d'abandonner son projet "socialiste", même lorsque son échec était devenu évident pour tous.

### ***Le "socialisme du compte en Suisse"***

Estimant qu'ils ne pouvaient se fier aux institutions africaines traditionnelles, jugées trop "arriérées", les nationalistes et les classes dirigeantes ont tourné le regard vers l'extérieur, à la recherche d'un modèle. Les systèmes occidentaux étaient généralement exclus, en tant que symboles de la soumission de l'Afrique aux notions occidentales de "supériorité", d'exploitation coloniale et d'oppression. Il a donc fallu choisir l'antithèse du capitalisme : le socialisme. Dans l'esprit des nationalistes, seul

le socialisme en tant qu'idéologie de référence était capable de maîtriser le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'exploitation capitaliste. En vérité, les leaders africains n'ont jamais pratiqué le socialisme.

L'Etat socialiste en revanche, doté de pouvoirs de coercition, est devenu un instrument d'oppression et d'exploitation. Les individus qui exprimaient des opinions déviant de la ligne du Parti se trouvaient rapidement rappelés à l'ordre ou mis en prison. Sous le "*socialisme*" africain, la bourgeoisie qui roulait en Mercedes se composait essentiellement de fonctionnaires du parti. Un ministre du gouvernement Mugabe l'a exprimé ainsi : "*Au Zimbabwe, le socialisme signifie que ce qui est à moi m'appartient, mais ce qui est à toi doit être partagé !*"

Le "*socialisme*" instauré en Afrique (le "*socialisme du compte en Suisse*") était particulier : il permettait au chef d'Etat et à une phalange de cleptocrates de voler et de piller le trésor public pour ensuite transférer le butin vers des comptes bancaires à l'étranger. Julius Nyerere était peut-être le seul véritable socialiste, mais les dirigeants de son parti, Chama Chamapinduzi, étaient désespérément corrompus. Même Kwame Nkrumah du Ghana, généralement considéré comme le "*père du socialisme africain*", était réputé pour avoir déposé des fortunes sur des comptes en Suisse et ailleurs, d'après la commission d'enquête mise en place en 1967 pour examiner ses avoirs.

Seul un petit nombre de pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Malawi, Sénégal et Togo) ont renoncé à la voie socialiste au profit du maintien du système occidental. Mais le modèle occidental n'était pas mieux compris que le système indigène. Ainsi, ces pays ont fini par adopter des modèles occidentaux "*bâtards*", caractérisés par une forte intervention étatique dans l'économie, une domination d'entreprises publiques, un régime à parti unique, des présidents à vie, des dictatures personnelles - autant de traits qui n'étaient en aucune façon d'origine occidentale. En fait, au-delà des manoeuvres diplomatiques et des discours idéologiques, il y avait peu de différences entre les régimes "*socialistes*" et "*capitalistes*" (pro-soviétiques ou pro-occidentaux). D'un point de vue strictement africain, la référence idéologique importait peu.

Quoi qu'il en soit, une bonne partie de la Vieille Garde et les "*socialistes*" ont entraîné leurs pays dans la tyrannie et la faillite, avant d'être chassés ou assassinés dans des coups d'Etat militaires. Malheureusement, leurs successeurs militaires étaient encore plus destructeurs. Ils ont déclenché un mouvement de brutalités sauvages contre leurs populations, ruiné les pays l'un après l'autre avec une efficacité féroce, et vidé les caisses de l'Etat avec une discipline militaire : Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Congo, Ethiopie, Ghana, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Somalie, Ouganda, Zaïre et d'autres encore.

### **3 - Le régime militaire : le fléau de l'Afrique**

Parmi tous les régimes imposés aux pays d'Afrique depuis l'indépendance, aucun n'aura été plus ignoble ni plus tyrannique que la dictature militaire. Le pouvoir militaire est devenu le fléau de l'Afrique et le premier blocage à son développement. A mesure que les routes devenaient inutilisables et les universités ainsi que les services publics (électricité, installations sanitaires, canalisations) tombaient en ruines, les dictateurs africains trouvaient encore les moyens de diriger le peu de ressources existantes vers les forces armées. D'après Whitaker, *"la proportion de fonds africains utilisée pour l'équipement et le financement des forces militaires croît constamment, et atteint plus de 40% des dépenses publiques en Ethiopie, 25 et 20% respectivement en Mauritanie et au Mali, deux pays ravagés par la sécheresse"*.<sup>27)</sup>

Les dépenses militaires dans les pays en voie de développement se sont envolées au cours des 20 dernières années. Dans son rapport sur le développement humain, le Programme de Développement des Nations-Unies a déploré le fait que *"les importations d'armes des pays en voie de développement ont fait un bond de 1 milliard de dollars en 1960 jusqu'à près de 35 milliards de dollars en 1987. Les trois quarts du commerce mondial d'armements représentent des exportations vers des pays en voie de développement. Certains des pays les plus pauvres et les moins développés consacrent incomparablement plus de ressources aux militaires qu'à l'éducation et à la santé"*.<sup>28)</sup>

Sammy Kum Buo, Directeur du Centre de l'ONU pour la paix et le désarmement s'est plaint que *"l'Afrique dépense environ 12 milliards de dollars chaque année pour acheter des armes et payer le maintien des forces armées, ce qui correspond au montant que l'Afrique demande en aide financière pour les cinq ans à venir"*.<sup>29)</sup> Selon le Center for Defense Information des Etats-Unis, les dépenses militaires en Afrique s'élevaient à 16.8 milliards de dollars en 1983, soit une augmentation de plus de 300% depuis 1973. Dans 16 pays africains, les dépenses militaires étaient supérieures au montant de l'aide internationale. La Libye en tête de liste a dépensé 1.9 milliards de dollars en armements contre 52 millions d'aide. L'Angola, sévèrement frappé par la sécheresse, a dépensé 525 millions de dollars et touché 502 millions d'aide. Le Nigéria et le Mozambique ont dépensé respectivement 430 et 260 millions en armements et reçu 48 et 242 millions d'aide. Seulement, les armes n'ont pas tant servi à maintenir la paix et l'ordre public qu'à massacrer les habitants d'Ethiopie, de Ghana, de Libéria, de Somalie, de Soudan, d'Ouganda, de Zaïre et d'autres pays encore.

Au lendemain de l'indépendance, les leaders africains qui avaient promis de libérer leurs peuples, ont soudain braqué leurs armes sur eux. Les pires actes de brutalité ont été commis. Dépourvus de droits civiques, les paysans n'avaient aucune

possibilité de recours pour demander réparation aux dirigeants. La police et l'armée, théoriquement leurs protecteurs, sont devenus leurs pires ennemis. L'Ouganda en est un exemple classique : plus de 800 000 personnes ont péri sous les régimes des anciens chefs d'Etat Idi Amin, Milton Obote et Tito Okello. A l'époque où Idi Amin était responsable de la mort de 150 paysans par jour, l'Organisation de l'unité africaine n'a pas bougé. L'évêque anglican ougandais Festo Kivengere l'a dénoncée en ces termes :

*"Le silence de l'OUA a encouragé et indirectement contribué à l'effusion de sang en Afrique. Je pense au fait que l'organisation est allée jusqu'à élire Amin à sa tête au sommet de Kampala en 1975. Au moment même où les chefs d'Etat se réunissaient au palais des congrès pour parler des droits de l'homme bafoués en Afrique australe, on fracassait les têtes et coupait les jambes de mes compatriotes à deux pas de là, dans les chambres de torture d'Idi Amin."* <sup>30)</sup>

L'ONU n'a pas protesté davantage contre les atrocités commises par Idi Amin. En tant que président de l'OUA, Amin s'est adressé à l'Assemblée Générale de l'ONU le 1 Octobre 1975, dénonçant la "*conspiration américano-sioniste*" et appelant non seulement à l'expulsion mais à l'anéantissement de l'Etat d'Israël. L'Assemblée Générale l'a applaudi debout à son arrivée et plusieurs fois pendant son discours, et s'est levée lorsqu'il est parti. Le lendemain, Amin était l'invité d'honneur d'un dîner officiel présidé par le Secrétaire Général de l'ONU et le président de l'Assemblée Générale.

Le règne de terreur et de massacre d'Idi Amin est maintenant notoire. Le régime du président Francisco Marcias Nguema de Guinée Equatoriale était également ignoble, mais moins connu. Nguema s'est proclamé président à vie en 1972, quatre ans après l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Espagne. Soutenu par Cuba, Nguema a mené une politique systématique d'extermination de tout opposant barrant sa route vers le pouvoir absolu. Lorsqu'il a été renversé au cours d'un coup d'Etat militaire en 1979, il avait déjà massacré environ 50 000 personnes, soit un septième de la population du pays.

Malheureusement, peu de choses ont changé depuis l'époque de Nguema et d'Amin :

*"Au cours d'une campagne récente visant à priver les rebelles de l'Armée populaire ougandaise de leur accès aux populations villageoises, au moins 50 000 civils ont été emprisonnés dans des camps autour de Kumi. Au cours d'un incident près de Kanyum, l'armée a arrêté et interrogé 32 hommes pour savoir où se trouvaient les rebelles. Lorsque les hommes ont répondu qu'ils ignoraient tout, 16 personnes ont été fusillées et l'on a ordonné aux 16*

*survivants de porter leurs corps dans les broussailles. Puis, ils ont été torturés pendant 5 jours avant d'être relâchés."* <sup>31)</sup>

Même la Banque mondiale qui en principe renonce à tout commentaire d'ordre politique, met en garde contre l'envol des dépenses militaires. <sup>32)</sup> Les militaires eux-mêmes commencent à s'exprimer. Ainsi, l'ancien chef d'Etat du Nigéria, le général retraité Olusegun Abasanjo, a demandé une réduction des dépenses militaires qu'il considère comme l'une des causes des problèmes économiques du pays. Le général Yakubu Gowon, lui aussi ancien président nigérian, a également appelé à une réévaluation du rôle de l'armée dans la vie politique africaine. Dans un exposé intitulé "Le chemin du Nigéria vers la démocratie dans les années 1990 et au-delà" devant le Oxford and Cambridge Club, le Général Gowon a fait remarquer que :

*"Les problèmes du Nigéria sont apparus peu après l'indépendance, parce que l'armée s'est politisée, d'où le flux incessant de coups et de contre-coups militaires. L'ingérence des militaires au niveau politique en 1966 a déclenché une réaction en chaîne dont les méfaits influencent encore aujourd'hui notre vie publique, bien après le putsch malavisé. Les militaires devraient quitter la politique et le plus tôt serait le mieux ; sinon, ils risquent de provoquer une insurrection populaire."* <sup>33)</sup>

Certains officiers de l'armée nigériane ont exprimé les mêmes sentiments. <sup>34)</sup>

#### **4 - Les élites**

Les élites africaines constituent le quatrième obstacle sur la route du développement du continent. Une fois l'indépendance acquise, les nationalistes et les membres de l'intelligentsia ont tenté de relever le défi considérable du développement d'une manière compatible avec les traditions de l'Afrique et susceptible de rétablir sa dignité. Toute institution d'origine coloniale ou qui pouvait être vaguement associée au colonialisme devait être rasée. Par ailleurs, les élites ont fait preuve d'une grande impatience à développer l'Afrique. Mais, elles ignoraient tout des mécanismes de développement.

Le développement concerne les gens. En Afrique, les gens sont les paysans, qui forment la majorité de la population dans l'ensemble des pays africains. En d'autres termes, le développement n'a pas lieu dans le vide, mais dans un "environnement". L'environnement du développement se compose du cadre socio-économique et politique, c'est-à-dire des institutions politiques, économiques et sociales de chaque pays, ainsi que les politiques et les actions menées par le gouvernement qui affectent les populations. C'est cet environnement qui doit inciter au développement. Pour que les activités productives fonctionnent, il faut d'abord un minimum de paix et de

stabilité pour maintenir l'ordre social, la société civile et le respect des libertés de chacun.

Développer signifie **améliorer** les méthodes de travail et de production existantes pour accroître leur efficacité et leur productivité. La productivité signifie une **augmentation** de la production avec **autant de ressources qu'avant, voire moins**. Dans le contexte de l'Afrique, le développement implique l'utilisation du **système indigène existant** pour produire plus. Les paysans doivent être les premiers bénéficiaires de la prospérité économique, et non la petite élite qui représente moins de 10% de la population dans quelque pays que ce soit. Or, on ne peut optimiser l'efficacité et la performance d'un système économique ou social que si l'on connaît ses mécanismes de fonctionnement.

Le développement économique n'implique pas que l'on doive acclamer sans distinction l'ensemble des symboles et des signes de la modernité. Il ne signifie pas non plus qu'il faut rejeter en bloc l'Afrique traditionnelle au profit de modèles étrangers. En réalité, le vrai défi à relever pour les praticiens du développement consiste à **utiliser les institutions soi-disant primitives, arriérées et archaïques** pour engendrer la prospérité économique. On ne saurait faire abstraction de ces institutions, car elles font partie intégrante de la culture paysanne africaine. Ainsi, on ne peut pas s'attendre à ce que les fermiers africains renoncent soudain à leurs façons de faire qui découlent de traditions anciennes. Une telle renonciation n'est pas non plus nécessaire, comme l'a démontré le développement spectaculaire du Japon. Les Japonais n'avaient pas eu besoin de s' "*américaniser*" ou de se "*soviétiser*" pour développer leur économie.

Il est évident qu'il vaut mieux utiliser les ressources qui existent en quantités abondantes en Afrique, notamment la main d'oeuvre et le bois. Les technologies fortement capitalistiques ne sont productives et efficaces que dans un environnement où les coûts relatifs des facteurs de production sont différents, et où il existe une infrastructure pour le maintien des machines. En Afrique, il convient en revanche d'utiliser des technologies à forte intensité de main d'oeuvre. Elles sont moins onéreuses et plus créatrices d'emplois.

Tous ces principes ont cependant été ignorés par les élites dirigeantes africaines. Elles pensaient au contraire que le développement n'était possible que par l'industrialisation, et qu'il fallait en conséquence rejeter dans son intégralité la culture traditionnelle. Prenons l'exemple de la pêche. Les Africains pêchent depuis des siècles à partir de canoës en bois. Ici, l'objet du développement doit être d'augmenter le volume de la prise ; les méthodes employées importent ensuite relativement peu aux populations affamées. Le véritable développement serait donc d'améliorer les techniques de pêche indigènes de manière à attraper davantage de poisson. Une possibilité serait alors d'agrandir les bateaux pour permettre le

transport de prises plus importantes. Mais, séduits par les technologies modernes, les élites ont rejeté les canoës en bois comme trop "*primitifs*".

### ***Le mépris de la culture traditionnelle***

Pratiquement partout en Afrique, les institutions traditionnelles étaient considérées comme "*inférieures*" ou "*arriérées*" par les classes dirigeantes. C'est ainsi qu'elles ont opté pour un programme de développement presque entièrement axé sur l'industrialisation. Il fallait débarrasser l'Afrique de son statut "*inférieur*", marqué par les activités de la société traditionnelle. En conséquence, on a négligé l'agriculture et autres activités primaires.

On a encouragé la population à abandonner les méthodes traditionnelles au profit des technologies modernes. On présumait généralement qu'il était nécessaire d'importer des valeurs de cultures lointaines pour réussir le développement économique. "*Développement*" devenait synonyme de "*changement*". Une fois de plus, Nkrumah a été l'un des meilleurs exposants de cette attitude. Bien que l'agriculture soit le premier secteur d'activité de l'Afrique, il pensait qu'il n'était pas possible de s'appuyer sur les paysans pour réaliser une révolution agricole rapide, puisqu'ils étaient "*trop lents à s'adapter et à changer leurs pratiques en fonction des méthodes modernes de mécanisation*". <sup>35)</sup>

### ***Un environnement hostile au développement***

Les gouvernements africains ne sont pas non plus parvenus à créer un environnement susceptible d'encourager le développement. La corruption, les guerres civiles, la tyrannie, la violation des droits de l'homme, les contraintes et les restrictions imposées aux activités économiques, l'oppression et l'exploitation des paysans sont progressivement devenus la norme en Afrique post-coloniale. Les guerres insensées et les conflits intérieurs ont ravagé au moins 15 pays du continent, en dépit de la menace de famine. Plus de 8 millions de paysans ont fui leurs villages pour échapper à la terreur et la violence généralisées en Ethiopie, Mozambique, Soudan, Ouganda et ailleurs. Les conflits armés sont plus nombreux en Afrique que nulle part ailleurs dans le monde. L'Ethiopie, le Libéria, le Mozambique, la Somalie, le Soudan et le Zaïre sombrent tous dans l'anarchie et le banditisme. Il est tout simplement ridicule de croire que le développement, quelle qu'en soit la définition, serait possible dans ces pays, ou que davantage d'aide financière devrait leur être accordé. Dans un grand nombre de pays, le développement ne pourra se faire qu'après la cessation des hostilités.

## ***Le développement par imitation - le syndrome de "nous aussi"***

Partout en Afrique, l'acception donnée au terme développement était celle de "changement" et d'"adoption de méthodes scientifiques et modernes". Le sens de cette approche était loin d'être limpide. Il ressemblait beaucoup à ce qu'on appelle parfois le "sophisme du réfrigérateur". Tous les enseignants possèdent des réfrigérateurs ; si l'on réussit à se procurer un réfrigérateur, on devient donc enseignant. Par analogie, les pays développés sont industrialisés ; si en Afrique nous construisons des industries, le développement s'ensuivra.

Ainsi, il est possible de décrire le phénomène survenu en Afrique comme un processus de "développement par imitation". Les pays africains ont copié et transplanté des projets grandioses découverts à l'étranger. Les agriculteurs américains utilisent des tracteurs et des engrais chimiques ; nous devons faire de même. Dans la ville de New York, on construit des gratte-ciel ; il nous en faut aussi en Afrique, au milieu de la brousse. A Londres, les autobus ont deux étages ; les autobus d'Accra et de Lagos doivent être pareils. L'Union soviétique a des kolkhozes ; l'Afrique en a besoin aussi. Etc.

C'est ainsi qu'en 1964 Nkrumah a fait voter une loi pour rendre obligatoire l'éclairage de tous les panneaux publicitaires à Accra, pour que les rues de la capitale ressemblent à Piccadilly Circus à Londres. La France était gouvernée par un empereur à une certaine époque ; le président Bokassa de la République centrafricaine a donc décidé de dépenser 20 millions de dollars pour se faire couronner empereur en 1976. Rome possède la basilique Saint-Pierre ; nous devons en construire une aussi en Côte d'Ivoire. Les Etats-Unis ont deux partis politiques ; le Nigéria doit en avoir deux aussi. C'est d'ailleurs pour cette raison que le régime militaire du président Babangida a créé deux partis politiques : le Parti social-démocrate et la Convention républicaine nationale.<sup>36</sup> Pour faire bonne mesure, le régime a aussi rédigé les manifestes des deux partis. La liste des tentatives africaines de "singer" ainsi le monde occidental est infinie.

## **C - COMMENT SURMONTER LES BLOCAGES INTERNES**

Actuellement, tout le monde s'accorde pour dire qu'il incombe aux Africains de résoudre les problèmes de l'Afrique. D'abord, parce que les réformes qui sont initiées par les pays eux-mêmes sont plus efficaces que celles qui sont imposés de l'extérieur. Ensuite, parce que les donateurs, les institutions financières internationales et les pays occidentaux ne peuvent pas aller très loin dans l'encouragement à la réforme, sans être accusés d'ingérence dans la politique intérieure des pays souverains d'Afrique. Les Africains doivent donc prendre eux-mêmes les réformes en main. Mais pour trouver des solutions, les Africains doivent

être libres de débattre et de discuter ouvertement différentes alternatives. Seule une atmosphère d'ouverture et de tolérance pourra permettre de trouver des solutions. La tragédie est que cette liberté fondamentale d'expression reste absente dans un grand nombre de pays africains.

### ***Le super-obstacle : la répression intellectuelle***

Après l'indépendance, les nationalistes non seulement ont privé leurs peuples de participation à la vie politique ; ils les ont muselés. Parmi les 52 pays du continent, 11 seulement (les démocraties mentionnées plus haut et dans une certaine mesure le Nigéria) supportaient que les citoyens critiquent la politique gouvernementale. A l'époque coloniale, les Africains n'étaient pas libres de protester contre l'oppression des gouvernants ; aujourd'hui, la majorité est encore obligée de garder le silence, par crainte de provoquer les "*libérateurs modernes*". Actuellement, les Africains ont le choix : soit, ils respectent la "*ligne officielle*", soit ils pratiquent l'autocensure. Toute déviation par rapport à la doctrine du régime suscite des sanctions souvent fatales pour les écrivains, les journalistes et les intellectuels. Résultat : l'Afrique est dominée par une "*culture du silence*".

A travers l'Afrique, des centaines d'éditeurs, journalistes, poètes et universitaires ont disparu mystérieusement, ou ont été "*liquidés*". D'autres sont encore en prison. Aujourd'hui, les écrivains africains risquent leurs vies pour chaque phrase écrite et publiée, et pour chaque parole prononcée en public.<sup>37)</sup> Autrefois, les grands écrivains étaient nombreux en Afrique ... à l'époque coloniale ! Aujourd'hui, il est difficile d'en nommer dix qui ne soient pas en même temps des chefs d'Etat. Les plus connus se limitent à Wole Soyinka, Chinua Achebe, Ngugi wa Thlongo et Kwesi Armah.

Rappelons aussi qu'après avoir accusé pendant des années les médias occidentaux de reportages biaisés et tendancieux sur l'Afrique, les leaders africains ont mis sur pied l'Agence de presse pan-africaine à grands coups de fanfares. Pourtant, dès 1988 son directeur congolais Auguste Mpassi-Muba en avait assez : "*En Afrique, il est grand temps que l'information officielle, contrôlée, censurée, muselée et partisane cède la place à une politique d'information fondée sur la diversité des opinions et des idées, et sur l'accès libre à l'ensemble des sources d'information officielles et non-officielles. L'Etat à Parti unique veut toujours contrôler la circulation de l'information.*" 38)

La répression intellectuelle a réduit des millions de personnes au silence en Angola, Ethiopie, Ghana, Libéria, Ouganda, Zaïre et ailleurs. La peur empêche les Africains d'avancer leurs propres solutions aux problèmes. La conséquence inéluctable en est que le marché africain des idées et des solutions indigènes a

disparu. Résultat : les solutions aux problèmes d'Afrique doivent venir de l'extérieur, ce qui contribue à perpétuer le mythe selon lequel les Africains sont incapables de réfléchir et de mettre au point des solutions pour sortir de leur situation. Pire, il s'avère souvent que les solutions importées ne conviennent pas aux circonstances et à la topographie socio-économique africaine, ce qui revient à un gaspillage énorme de ressources.

La situation est d'autant plus frustrante que la plupart des pays africains ont signé ou ratifié la Charte de l'OUA sur les Droits de l'Homme et des Peuples ; par exemple le Cameroun en 1987, le Ghana en 1989 et le Malawi en 1990. L'Article 6 de la Charte déclare que : "*Personne ne peut être arrêté ou détenu de manière arbitraire*". De même, l'Article 9 garantit "*le droit de libre expression*", liberté qui existait en Afrique pré-coloniale.<sup>39)</sup>

## CONCLUSION

Il faut rendre l'Afrique à ses chefs traditionnels. S'ils étaient "*arriérés et illétrés*", ils avaient au moins une maturité intellectuelle suffisante pour tolérer la critique et la liberté d'expression. Le chef traditionnel non seulement accueillait les propositions différentes ; la coutume voulait qu'il aille jusqu'à les solliciter. Ce faisant, il prenait connaissance d'options qu'autrement il aurait ignorées. Si l'on présentait au chef une idée, il était tenu de l'examiner attentivement, même si elle était diamétralement opposée aux siennes. Si l'idée était sensée, le chef la retenait et était reconnaissant à celui qui l'avait présentée. Cela n'est pas le cas chez les leaders africains "*éduqués et modernes*".

C'est ce qu'a dit l'évêque Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix, dans un discours prononcé à l'Université d'Oxford en Juin 1990 :

*"J'ai honte de dire que, dans l'ensemble, l'Afrique n'est pas parvenue à s'accomoder des différences d'opinion. Si vous n'êtes pas à 100 % d'accord avec quelqu'un, cela signifie que vous êtes son ennemi. Cette attitude ne vient pas de l'Afrique traditionnelle. Dans l'Afrique pré-coloniale, le chef était un bon chef s'il pouvait dégager un consensus; le consensus était nécessaire justement parce que les gens avaient des idées différentes. Je dois reconnaître que ce manque de tolérance est un de nos points faibles."*<sup>40)</sup>

Cette faiblesse, cette intolérance vis-à-vis des idées divergentes est à l'origine des problèmes du continent africain. Sans liberté d'expression permettant le pluralisme intellectuel, l'Afrique ne pourra jamais venir à bout de ses difficultés. Ce n'est pas le caractère "*arriéré*" des paysans, mais au contraire l'arriération intellectuelle de l'intelligentsia et des classes dirigeantes africaines qui maintient

l'Afrique dans un état de sous-développement durable. Il faut ainsi libérer les médias de la tutelle de gouvernements incompetents et corrompus. C'est là une première étape dans les efforts de surmonter les obstacles au développement de l'Afrique.

Bibliographie :

AKE Claude : "As Africa Democratizes", Africa Forum, Vol. 1, Numéro 2 ; 1991 (pp. 13-18).

AYITTEY George B.N. : Africa Betrayed, 1992. New York : St. Martin's Press.

AYITTEY George B.N. : Indigenous African Institutions, 1991. Ardsley-on-Hudson, New York : Transnational Publishers.

AYITTEY George B.N. : "African Peasants and the Market Economy", Humane Studies Review, Vol. 5, Numéro 3 ; Printemps 1988.

Banque Mondiale : Sub-Saharan Africa : From Crisis to Self-Sustainable Growth, 1989. Washington D.C.

Banque Mondiale : World Development Report, New York : Oxford University Press. Publication annuelle.

Banque Mondiale/PNUD : African Economic and Financial Data, Washington D.C.

LAMB David : The Africans, 1984. New York : Vintage Press.

MUSSA-NDA Mgumbu : "A Greater Role for Local Development Strategies", Regional Development Dialogue, Vol. 9, Numéro 2 (pp. 1-11).

NKRUMAH Kwame : Handbook of Revolutionary Warfare, 1980. London : Panaf.

NYANG'ORO Julius E. et SHAW Timothy (éd.) : Beyond Structural Adjustment in Africa: The Political Economy of Sustainable and Democratic Development, 1992. New York : Praeger.

PICKETT James et SINGER Hans : Towards Economic Recovery in Sub-Saharan Africa, 1990. New York : Routledge, Inc.

TAYLOR D.R. , FRASER et MACKENZIE Fiona : Development From Within : Survival in Rural Africa, 1992. New York : Routledge Inc.

UPHOFF Norman T. : Ghana's Experience in Using External Aid for Development, 1970. Berkeley : University of California Press.

Notes :

1) West Africa, 3-9 avril 1989, p. 514.

Un marché semblable existe à Kojoviakope dans le Togoland. Comme l'observe West Africa (26 mars - 1 avril, 1990) :

"Kojoviakope n'est peut-être pas un marché très connu, ni aussi ancien que Freetown, Onitsha, Gao, Goree, Lagos ou Accra ; mais c'est actuellement le lieu de rencontre en vogue chez les entrepreneurs de tous genres dans cette région de l'Afrique occidentale. Les hommes d'affaires qui viennent de loin l'appellent "la Floride de l'Afrique" ou "le Wall Street de l'Afrique", alors que la population locale l'appelle "Eyadema Liverpool Street Market", à cause du grand nombre de transactions commerciales qui y ont lieu.

Kojoviakope - qui dans la langue locale signifie "le village du petit Kodjo" - se situe entre la ville frontalière d'Aflao au Ghana à l'ouest, la capitale du Togo, Lomé, dans l'est, et la crique du Bénin dans le sud. Ses habitants viennent des pays d'Afrique occidentale, comme le Zaïre, le Gabon, le Congo et la république Centrafricaine. Il y a aussi des colonies d'hommes d'affaires venant du Liban, de la Syrie et des Indes." (p. 505)

2) PNUD/Banque Mondiale, 1989 ; p. 3).

3) PNUD/Banque Mondiale ; p. 154.

4) Banque mondiale, 1989 ; p.48

5) The Economist, 21 juillet 1990 ; p. 82.

6) Nkrumah, 1968 ; p. 8.

7) Page 12.

8) Idem p. 13.

9) Cité dans Taylor et Mackenzie, 1992 ; p. 217.

10) West Africa, le 1 Mars, 1982 ; p. 618.

11) West Africa, 26 Janvier 1987 ; p. 154.

12) New York Times, 28 Décembre 1987 ; p. 28.

13) West Africa, le 15 Février 1982 ; p. 446).

14) West Africa, le 23 Juillet 1984 ; p. 1511.

15) West Africa, 1-7 Mai 1989 ; p. 677.

16) West Africa, 25 Septembre - 1 Octobre 1989 ; p. 1614.

17) Cité par le Washington Post, le 26 Mars 1990 ; p. A 17.

18) The American Spectator, Mai 1990 ; p. 31.

19) Pour un récit plus détaillé, cf. chapitre 10 dans Ayittey : "The Looting of Africa", 1992.

20) The Economist, le 14 Avril 1990 ; p. 51.

- 21) Cité dans West Africa, 4-10 Mai 1992 ; p. 746.
- 22) Africa Report Mai-Juin 1990 ; p. 14
- 23) New African, Octobre 1991 ; p. 12.
- 24) Index on Censorship, Mai 1987 ; p. 14.
- 25) West Africa, le 8 Août 1988 ; p. 1428.
- 26) Lamb ; p. 54.
- 27) Whitaker, p. 43.
- 28) Cité dans The Washington Times, le 25 Mai 1990 ; p. A 9.
- 29) West Africa, le 11 Mai 1987 ; p. 912.
- 30) Cité dans Lamb, 1984 ; p. 106.
- 31) Index on Censorship, Mai 1990 ; p. 40.
- 32) "Les dépenses militaires ont détourné énormément de ressources du développement en Afrique australe et représentent près de 50% du budget nationale dans les pays les plus instables." Sub-Saharan Africa : From Crisis to Sustainable Growth, Novembre 1989; p. 23.
- 33) West Africa, 11-17 Juin 1990 ; p. 52.
- 34) L'ancien chef de l'état-major des armées du Nigéria, le Général Gibson Jallo l'a résumé ainsi : "L'armée n'a aucun droit moral de gouverner ce pays." Cité dans The Africa Report, Juillet-Août 1990 ; p. 52.
- 35) Cité dans Uphoff, 1970 ; p. 602.
- 36) Babangida a caractérisé ces deux partis comme étant "l'un un peu à droite et l'autre un peu à gauche". Cette description, surnommée le "Babangida Boogie" par les Nigériens, a été ridiculisée comme étant "un peu au nord et un peu au sud". Par la suite, ceci a donné les deux noms de Convention républicaine du nord et Parti démocrate du sud.
- 37) Le magazine South l'a déploré en ces termes en Janvier 1989 :
- "A une époque, l'Ouganda était l'un des pays les plus littéraires d'Afrique - Kampala était remplie de librairies. L'université de Makerere avait un ensemble d'art dramatique et tout le monde lisait les poèmes d'Oko p'Bitek. Mais l'effondrement économique et la terreur politique ont réduit les écrivains au silence et vidé les librairies. Parmi les meilleurs écrivains ougandais, un grand nombre sont morts : Oko par l'alcool, le dramaturge Byron Nawada sur les ordres d'Idi Amin, le dramaturge et romancier Robert Serumaga mystérieusement, pendant son exil au Kenya en 1980." (p. 88).
- 38) World Development Forum, Janvier 1988.
- 39) Les intellectuels, dissidents, avocats, éditeurs, journalistes, leaders d'opposition et organisations qui luttent pour la liberté individuelle devraient transmettre des photocopies de la Charte africain des Droits de l'Homme et des Peuples à tous les Africains.
- 40) New African, Août 1990 ; p. 35.